

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-
durable.gouv.fr

Auxerre, le 28/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE

LES VORGEAUX

89480 ANDRYES

Références : 250036

Code AIOT : 0005400641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE implanté LES VORGEAUX 89480 ANDRYES.

La présente inspection a eu lieu dans le cadre du suivi de l'arrêté d'astreinte de 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE
- LES VORGEAUX 89480 ANDRYES
- Code AIOT : 0005400641 Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE sise à Andryes a été autorisée en 2001. Son arrêté d'autorisation est arrivé à échéance en 2016. La procédure de cessation d'activité a été notifiée à l'inspection des installations classées le 25/11/2024.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 30/07/2020, article 1	Astreinte	Astreinte - Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois
2	Suspension d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 30/07/2020, article 1	Astreinte	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE a cessé ses activités depuis 2016 mais n'avait pas procédé à la cessation d'activité administrative. La cessation d'activité désormais notifiée, l'exploitant doit fournir les attestations réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/07/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative /
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 12/10/2022• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>La société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE exploitant une carrière avec installations annexes, sise aux lieux-dits « Les Grands Taillis » et « Grande Sartie Colas » sur le territoire de la commune d'ANDRYES, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative dans le délai d'un an, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.</p> <p>À cet effet, la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE doit :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit déposer un dossier de demande d'autorisation complet et régulier en préfecture,- soit cesser ses activités et procéder à la remise en état prévue à l'article 24-2 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2001, susvisé. <p>Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement ;- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de dix mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (bon de commande à un bureau d'études etc.). <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
Constats : <p>La carrière de la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE a été autorisée par un arrêté préfectoral arrivé à échéance le 16/08/2016. Une demande d'extension a été déposée en préfecture en 2016 mais n'a jamais abouti.</p> <p>Suite à l'inspection du 28/05/2020, ce site fait l'objet d'un arrêté portant mise en demeure et suspension d'exploitation. Par courrier en date du 28/08/2020, l'exploitant a fait savoir à l'inspection qu'il souhaitait déposer un dossier de demande d'autorisation complet et régulier en préfecture.</p>

Dans ce même courrier, il s'engageait à envoyer les premiers éléments avant le 30/09/2020. Au jour de l'inspection du 12/10/2022, aucun dossier n'a été déposé. L'exploitant a fait savoir par téléphone que la carrière n'avait pas été exploitée depuis la précédente inspection et qu'il souhaitait faire une cessation d'activité. Un arrêté portant astreinte administrative a été pris le 13/02/2023.

Au jour de la présente inspection, sur le plan administratif, rien n'a été fait. L'exploitant indique toujours être en contact avec des porteurs de projet photovoltaïques et souhaiterait donc modifier la remise en état avant d'effectuer la cessation d'activité.

Depuis l'inspection, l'exploitant a notifié la cessation d'activité du site d'Andryes le 25/11/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'inspection les attestations réglementaires :

- Attestations requises pour les activités classées ICPE sous le régime de l'autorisation :

- attestation de mise en sécurité, dite ATTES-SECUR
- attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, dite ATTES-MEMOIRE
- attestation de conformité des travaux aux objectifs, dite ATTES-TRAVAUX

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte - Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 Mois

N° 2 : Suspension d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/07/2020, article 1		
Thème(s) : Situation administrative /		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 12/10/2022• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• Date d'échéance qui a été retenue :		
Prescription contrôlée : <p>La société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE est tenue :</p> <p>- de respecter les dispositions prévues à l'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié, susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, en fermant l'accès au site « Grande Sartie Colas » en l'absence de personnel de surveillance,• dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, en interdisant l'accès à toutes zones dangereuses du site « Les Grands Taillis » par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et en signalant par des pancartes le danger induit par la présence de blocs résultant d'anciens travaux d'extraction ;• de prolonger la garantie financière de la carrière sise au lieu-dit « Grande Sartie Colas » dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en adressant au préfet un nouvel acte de cautionnement correspondant au montant actualisé de la dernière phase d'exploitation prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2001 susvisé.		
Constats : <p>La cessation d'activité du site a été notifiée à l'inspection le 25/11/2024.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les garanties financières doivent être prolongées jusqu'à ce que la cessation d'activité soit actée.</p>		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 6 Mois		